



Paris, le 22 juillet 2016

Communiqué de presse CGT, CFE-CGC et FO

PASSAGE EN FORCE DU PROJET HINKLEY POINT

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE PASSE OUTRE L'AVIS DES SALARIES

L'INTERSYNDICALE CGT CFE-CGC ET FO RESTE DETERMINEE A REPORTER LE PROJET !

EDF vient d'annoncer qu'elle inscrirait l'investissement contesté dans les deux réacteurs nucléaires d'Hinkley Point (HPC) à son Conseil d'Administration du 28 juillet prochain. Cette décision a été prise avec l'accord du Président de la République qui cautionne ainsi ce passage en force, passant outre l'avis des salariés, et qui en est donc le premier responsable.

Annoncé le lendemain d'un nouveau 49.3 pour la loi Travail et le jour même d'une perquisition de l'AMF au siège d'EDF liée selon la presse au dossier HPC, ce passage en force en dit long, aux yeux de l'intersyndicale, sur la conception du dialogue social de ce gouvernement qui donne son feu vert à la violation du Comité Central d'Entreprise (CCE) d'EDF !

Sur le fond, prétendre qu'une décision précipitée sur Hinkley Point va sauver la filière nucléaire est une vaste escroquerie intellectuelle et une faute politique. Au moment où la filière nucléaire française se retrouve fragilisée par des années d'absence de stratégie industrielle de l'Etat, cette décision risque en effet d'avoir des conséquences dramatiques sur cette filière industrielle, les investissements d'EDF sur le territoire national et par conséquent l'emploi en France. Alors que la priorité de la filière est le grand carénage dont le financement est mis en risque par le montage financier d'Hinkley Point, cette décision est totalement incompréhensible.

Ce qu'il nous faut, c'est retrouver la sérénité pour refonder la filière nucléaire sur des bases solides en s'appuyant sur un vrai diagnostic industriel, technologique et social. Cette opération vérité permettra de mieux redresser les entreprises de la filière mais aussi de retrouver cohérence et complémentarité ainsi que les capacités humaines nécessaires au bon fonctionnement de cet outil stratégique pour l'indépendance énergétique de la Nation, la décarbonation de notre économie et l'emploi. C'est la raison de notre demande officielle, aujourd'hui sans réponse du gouvernement, de reprendre le travail effectué en 2010 lors de la mission « Roussely », restée jusqu'ici sans suite et qui préconisait, comme l'intersyndicale aujourd'hui, de ne pas lancer de nouveau chantier EPR tant que celui de Flamanville n'était pas terminé.

Bien évidemment, lancer aujourd'hui le projet HPC en prétendant que le Brexit n'avait aucun impact sur celui-ci est autant une imposture qu'une forte prime de sortie de l'Union européenne.

Décidément, notre conception du dialogue social reposant sur la prise en compte de l'avis des salariés, pourtant au cœur du processus de travail et de l'adhésion au projet d'entreprise, n'est pas celle du gouvernement. Au mieux il tente d'expliquer aux salariés, aux citoyens et aux organisations syndicales qu'ils n'ont pas bien compris. La manipulation qui a essayé de diviser les salariés de la filière nucléaire, en tentant de faire voter les représentants des salariés d'Areva une déclaration en faveur du projet Hinkley Point portée par la seule CFDT, a échoué. Ces procédés sont aussi indignes que dangereux pour la filière nucléaire. De plus ils passent outre le fait qu'on ne réussit pas un projet de ce type contre son corps social. Aucune stratégie, aucun projet industriel ne peuvent se faire sans l'adhésion des salariés !

Nos trois organisations syndicales soutiennent donc le lancement par le CCE d'EDF de nouvelles procédures pour éviter l'irréparable. Elles soutiennent leurs administrateurs salariés qui vont exiger par tous les moyens la transparence sur ce dossier hors norme. A l'instar de l'enquête AMF en cours, le respect des bonnes règles de la gouvernance d'entreprise est un impératif. Chaque administrateur sera face à ses responsabilités pour considérer si oui ou non l'état actuel de la filière nucléaire française, la contestation montante au Royaume-Uni du niveau du tarif garanti (CfD), l'engagement d'un chantier sans attendre la fin des chantiers actuels et faisant de l'EPR HPC une quasi tête de série qui ne servira en rien le renouvellement du parc nucléaire français, permettent ou pas de lancer sereinement ce projet.

S'interrogeant sur les raisons de cet entêtement, nos organisations syndicales sont plus que jamais déterminées à ce que les bonnes décisions soient prises dans l'intérêt d'EDF, de la filière nucléaire française et de la Nation !